

Vers une partition de la Syrie ?

Au Nord et au Sud, certaines zones échappent au contrôle du régime de Bachar al-Assad, qui concentre ses forces sur la protection du territoire qu'il estime "utile". Une fin de la guerre signifiera-t-elle une partition du pays ? Décryptage (1/2).

"Le pays vit déjà une partition"

Plus de deux ans après le début du conflit, la Syrie est totalement métamorphosée. [Le conflit, qui semble sans fin, a causé la mort de plus de 80 000](#) personnes selon [un dernier bilan](#). Alors peut-on encore parler d'une seule Syrie ? Dans les faits, le pays est divisé. "Ce que vit le pays aujourd'hui c'est déjà une vraie partition même si elle n'est pas officielle", s'indignait mardi 15 mai Randa Kassis sur France culture. Lors d'une émission consacrée à la Syrie, l'anthropologue et opposante syrienne faisait un constat alarmant de la division du pays. "La zone kurde jouit d'une autonomie partielle, la zone côtière est sous le contrôle du régime, de même que le cœur de Damas, et si on va vers le sud et les zones de peuplement druzes, c'est ambigu".

Le front Nord hors de contrôle

Une constatation que partage Fabrice Balanche, spécialiste de la Syrie et directeur du [Gremmo](#). "Il y a déjà une partition de fait entre le Nord et le Sud, qui s'est installée dans la durée depuis juillet 2012 avec la chute de la province de Raqqa". Considérée par les rebelles comme "territoire libéré", le nord de la Syrie échappe depuis de long mois au contrôle du régime. La quasi-totalité des postes frontières communiquant avec la Turquie ont été pris par la rébellion durant le printemps et l'été 2012. La rébellion, qui avait déjà trouvé en Turquie une base-arrière, a ainsi pu acheminer plus aisément armes, vivres et combattants, souvent djihadistes, vers les zones de combats, notamment à Alep.

La plupart des villes du nord du pays sont d'ailleurs gérées par des conseils locaux rebelles qui reçoivent une aide financière de pays occidentaux comme la France. Depuis près d'un an, l'armée syrienne se contente de bombarder sporadiquement certaines positions rebelles du nord et continue la bataille à Alep, notamment.

Autre facteur d'éclatement, la situation particulière des zones de peuplement kurde. "Les Kurdes profitent largement de la situation particulière du nord du pays", remarque Fabrice Balanche. "Eux qui ont toujours milité pour établir une zone kurde, jouissent d'une autonomie relative".

Débordement au sud

Le régime syrien a-t-il renoncé à reconquérir le nord du pays ? Pas tout à fait, selon Fabrice Balanche. "Depuis le début, la stratégie classique du régime est de se concentrer sur les grandes villes", explique le chercheur, qui précise que Damas se concentre sur la protection du territoire qu'elle juge "utile" à savoir la capitale, cœur du pouvoir et le littoral fief de la communauté alaouite.

Cette stratégie explique également que les forces de Bachar al-Assad aient également perdu du terrain dans le sud du pays. "Le régime s'est fait déborder dans le sud début 2013, perdant le contrôle de la frontière jordanienne", rappelle Fabrice Balanche. Ce qui a eu pour conséquence de permettre aux rebelles d'ouvrir un nouveau front au sud avec l'aide de l'Arabie saoudite. "Le front ouvert à la frontière jordanienne est clairement un front saoudien", insiste pour sa part Frédéric Pichon, historien spécialiste de la Syrie, qui explique que le puissant royaume du Golfe a ainsi profité de la brèche ouverte pour revenir sur le terrain syrien face au Qatar, très actif dans le nord du pays. Il rappelle que

début 2013, [le "New York Times" a révélé](#) que l'Arabie saoudite a livré pour un milliard de dollars d'armes à la rébellion via la Jordanie.

Vers une partition du pays ?

Deux ans après le début du soulèvement contre le régime de Bachar al-Assad, plusieurs fronts sont apparus recoupant plus ou moins la répartition géographique des communautés en Syrie. Le scénario d'une partition du pays semble ainsi avoir dépassé le stade de la théorie.

Pour Randa Kassis, "il est même très probable". Pour elle, à titre d'exemple, "même en cas de chute d'Assad, la communauté alaouite ne laisserait jamais la zone côtière aux rebelles syriens, c'est impossible". Frédéric Pichon partage ce point de vue : "On va effectivement vers une partition de fait, qui sera une conséquence de l'échec à résoudre ce conflit". Pour lui, les divisions que l'on constate déjà sont significatives. "Ce ne sont pas des États différents qui vont se former, mais de fait, il y aura des zones contrôlées par différentes communautés, comme en Irak d'ailleurs".

La seconde partie de ce décryptage sera publiée le 19 mai.

<http://www.france24.com/fr/20130517-vers-syrie-conflit-fronts-divisions-partition-pays-communaute-alaouite>